



CCI CHARENTE
ACTION

Crise covid 19

Impact de l'épidémie du Covid 19 dans les entreprises charentaises

Interrogations régulières des dirigeants
Enquête n°3

Enquête CCI Charente

L'action de la CCI Charente

Face à la diffusion de l'épidémie de coronavirus-Covid 19 sur le territoire et à ses conséquences économiques et organisationnelles, les **Chambres de Commerce et d'Industrie** se mobilisent pour **informer, identifier et accompagner les entreprises** en difficulté.

Elles travaillent aux côtés de l'Etat, au sein de la cellule de continuité économique, au niveau national, et de ses services dans les territoires, pour atténuer les effets de l'épidémie sur l'activité économique des PME et des TPE.

La CCI Charente, a mené à l'instar des CCI de Nouvelle-Aquitaine, une enquête auprès de ses ressortissants du 8 au 14 avril afin de remonter aux autorités compétentes, les informations sur la situation des entreprises, identifier les besoins, les attentes, les actions engagées ou envisagées.

Cette synthèse expose les principaux enseignements de cette enquête.

Nous remercions donc les 511 entreprises qui ont participé à cette enquête et apporté un témoignage.

Cette nouvelle enquête en ligne vise à :

- Apprécier l'impact de l'épidémie du Covid19 sur l'activité des entreprises du territoire dans le temps, (il s'agit de la 3^{ème} enquête menée par la CCI Charente depuis le 10 mars 2020)
- Identifier la nature des principales aides, des principaux accompagnements qu'elles ont sollicitées,
- Apprécier leur perception, leur (in)satisfaction sur les modalités d'accès à ces principales aides et/ou dispositifs,

! Cette enquête est une enquête déclarative.

L'observation réalisée repose donc sur les informations renseignées par les dirigeants.

Nous remercions également les différents acteurs économiques qui ont accepté de relayer ce questionnaire à leurs membres, adhérents, entreprises,...

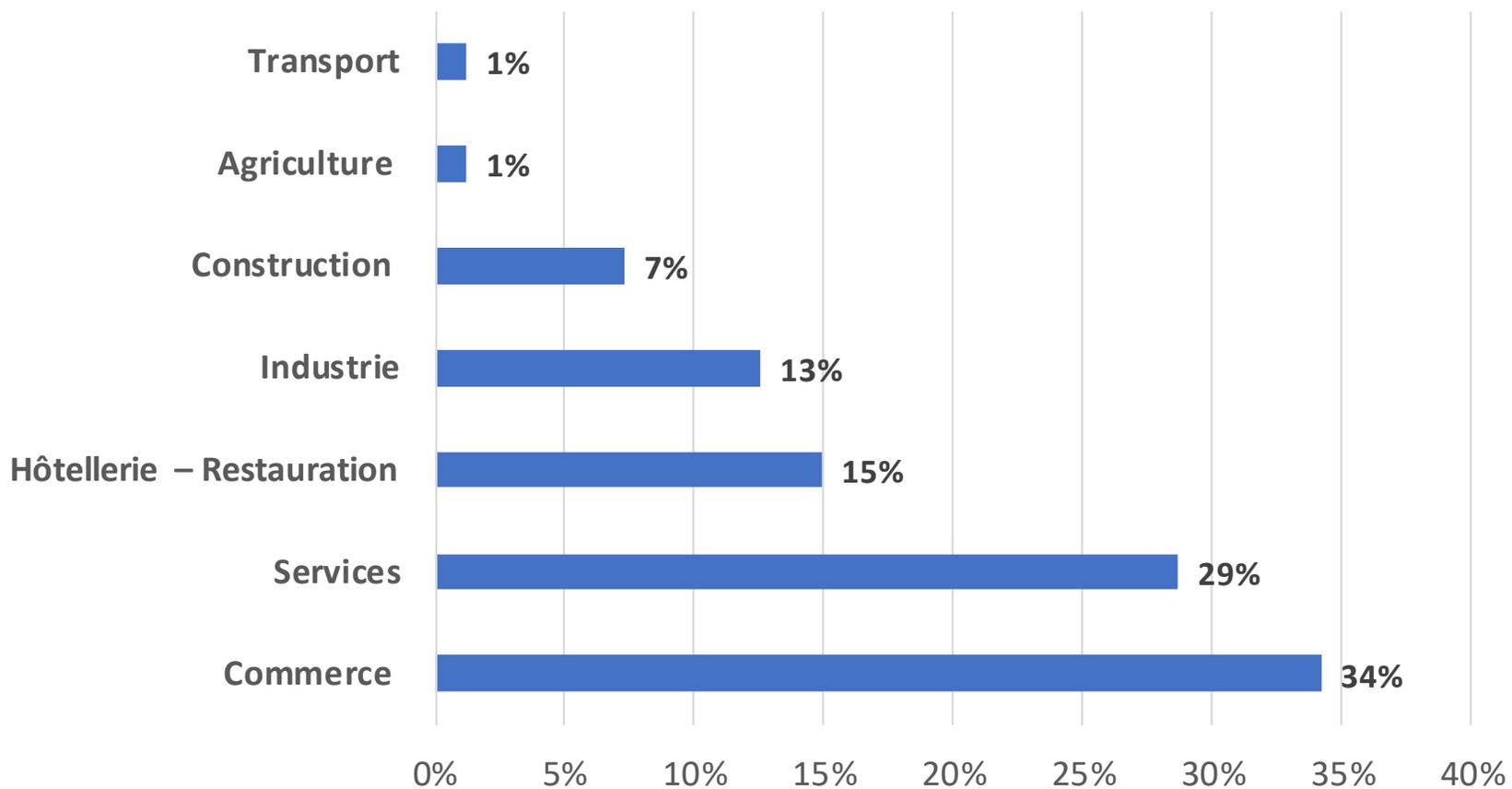
Ce que l'on peut retenir de cette 3^{ème} consultation auprès des dirigeants charentais :

- **511** participants soit une progression de **+ 7%** avec l'enquête précédente,
- **Dégradation manifeste de la situation des établissements** composant le panel par rapport à l'enquête de mi mars. (83 % des dirigeants disent que la situation de leur établissement s'est dégradée depuis l'enquête précédente),
- Impact très fort pour le secteur « Café-Hôtellerie-Restaurant », « Commerce de détail non alimentaire ». Il s'agit des secteurs pour lesquels la proportion d'établissements fermés est/reste la plus élevée,
- **Une dégradation manifeste partagée par les entreprises orientées à l'international.** Difficultés à exporter/importer pour les entreprises ayant une activité à l'international en progression,
- **1/3 des dirigeants** disent qu'ils **n'ont pas la trésorerie pour passer le mois à venir,**
- **77 % disent être bien informé sur les aides/dispositifs.** L'accès aux plateformes, formulaires est jugé majoritairement facile,
- **Près d'une entreprise sur 10 déclare que cette crise se traduit aussi par d'autres opportunités** comme par exemple : mise en place de nouvelles méthodes de vente, besoin en main-d'œuvre supplémentaire, hausse du chiffre d'affaires,
- Parmi les conséquences citées, la réduction d'effectif dans le temps est en forte progression parmi les témoignages des dirigeants.



Le profil du panel

Composition du panel au regard du secteur d'activité



Le secteur du commerce (34 % des réponses) et celui des services (29 %) constituent les secteurs d'activité les plus représentés du panel.

Au sein du secteur Commerce, 1 établissement sur 2 est un établissement du commerce de détail non alimentaire

Dans une moindre mesure, le secteur « café hôtellerie restauration », particulièrement impacté représente 15 % des réponses.

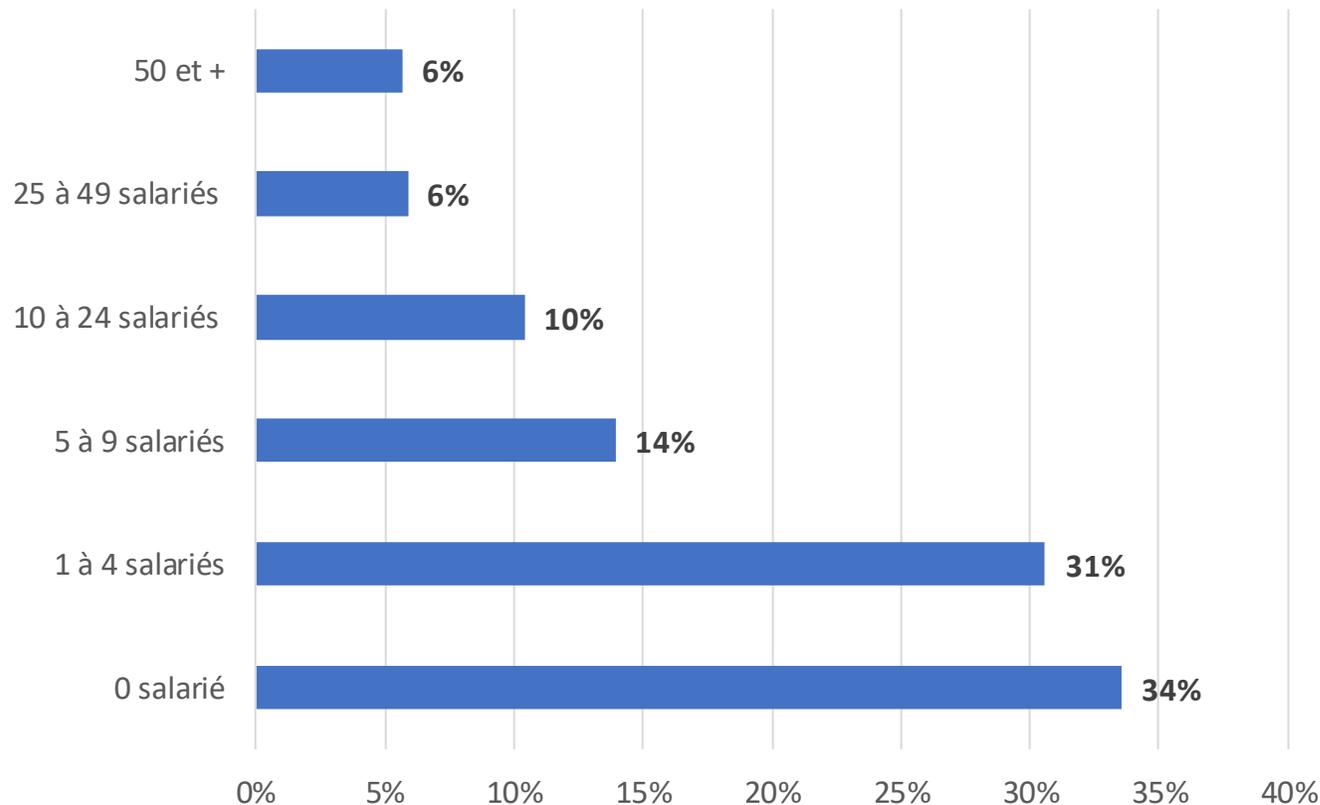
13 % des réponses sont celles de dirigeants d'établissements industriels, réunissant structurellement des établissements plus important au regard du nombre d'emploi.



Le profil du panel

79 % des témoignages concernent des établissements de moins de 10 salariés. 34 % sont sans salarié

Composition du panel selon l'effectif



Les TPE constituent la plus grande partie du panel de cette enquête.

Près de 80 % des établissements du panel comprennent moins de 10 salariés.

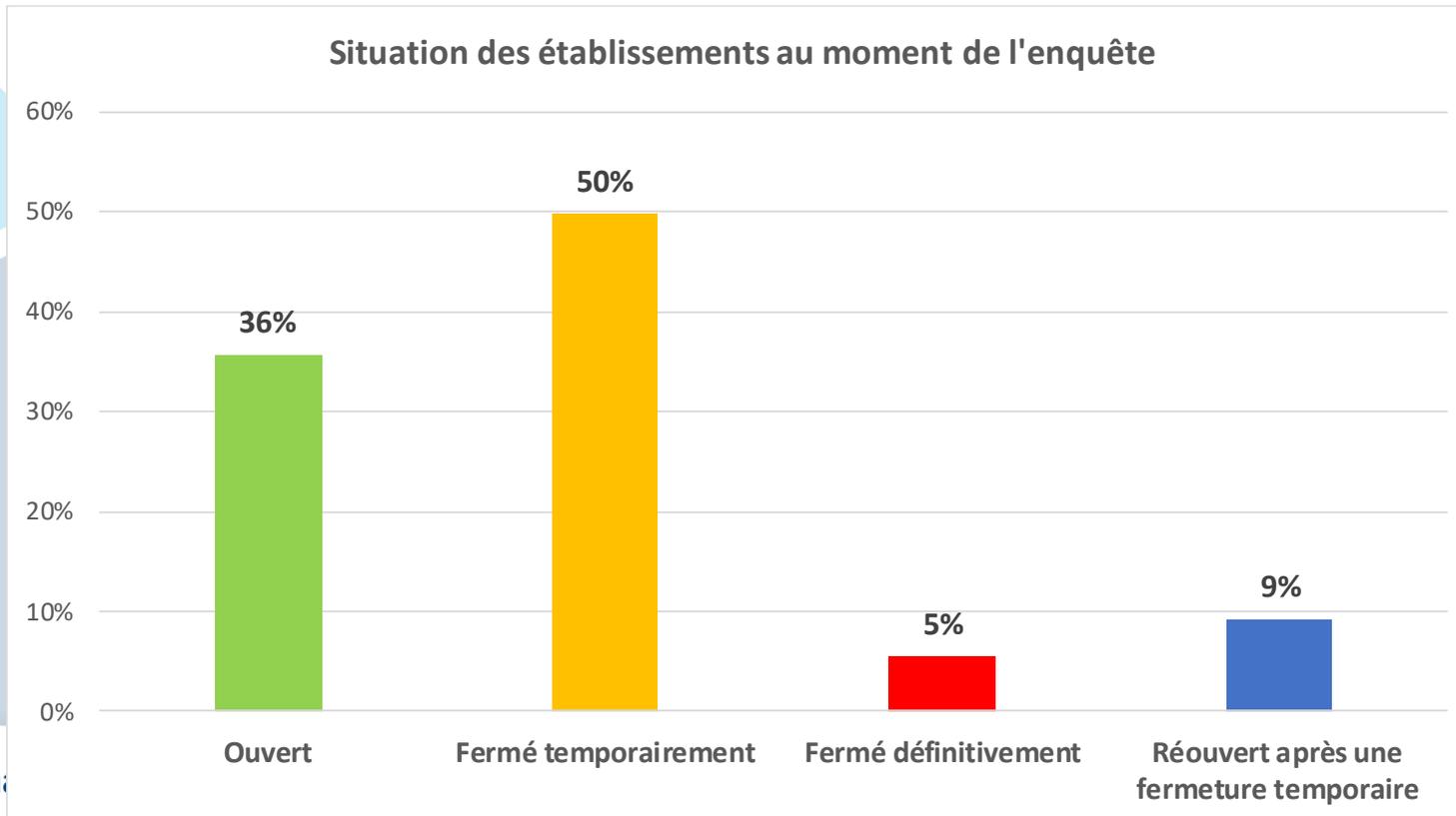
Ce panel est composé pour un tiers (34 %), d'établissements sans salarié.

Cette composition est cohérente avec la représentation significative dans le panel des secteurs du « commerce » et des « services » qui regroupent généralement des établissements avec peu voire pas de salariés.

A l'opposé, 6 % du panel correspond à des établissements réunissant 50 salariés ou plus.

Situation des entreprises

1 établissement sur 2 est concerné par une fermeture temporaire au moment de l'enquête



50 % des établissements du panel sont fermés (temporairement) au moment de l'enquête. Cette représentation s'explique par l'importance des établissements du commerce, de la restauration dans ce panel.

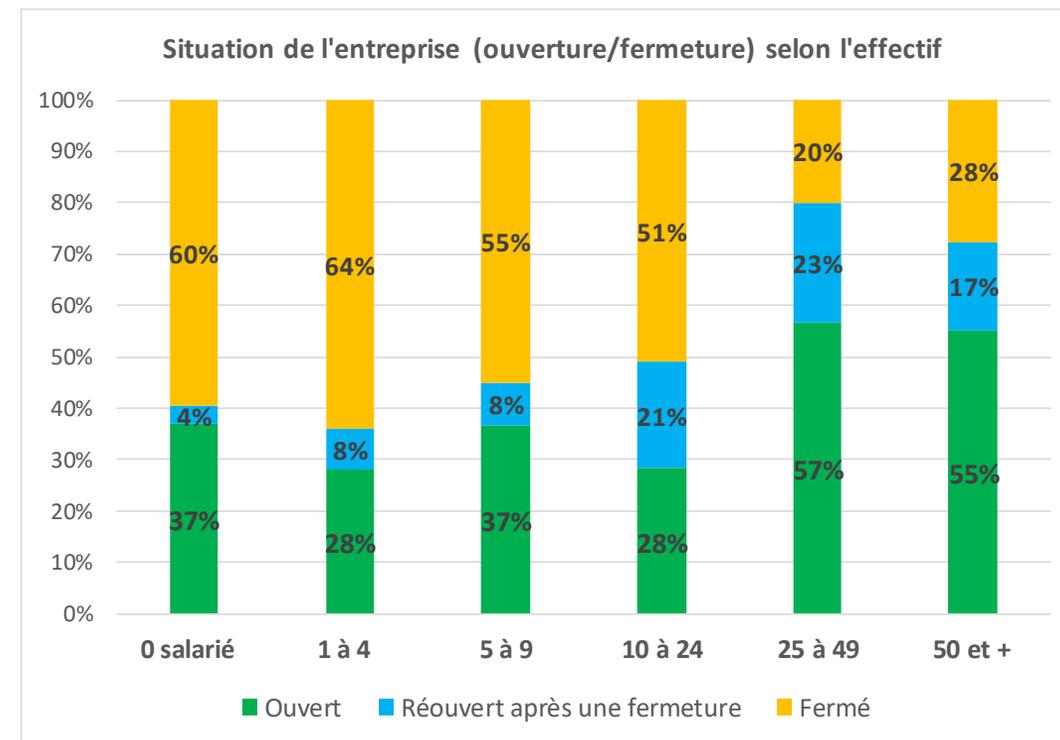
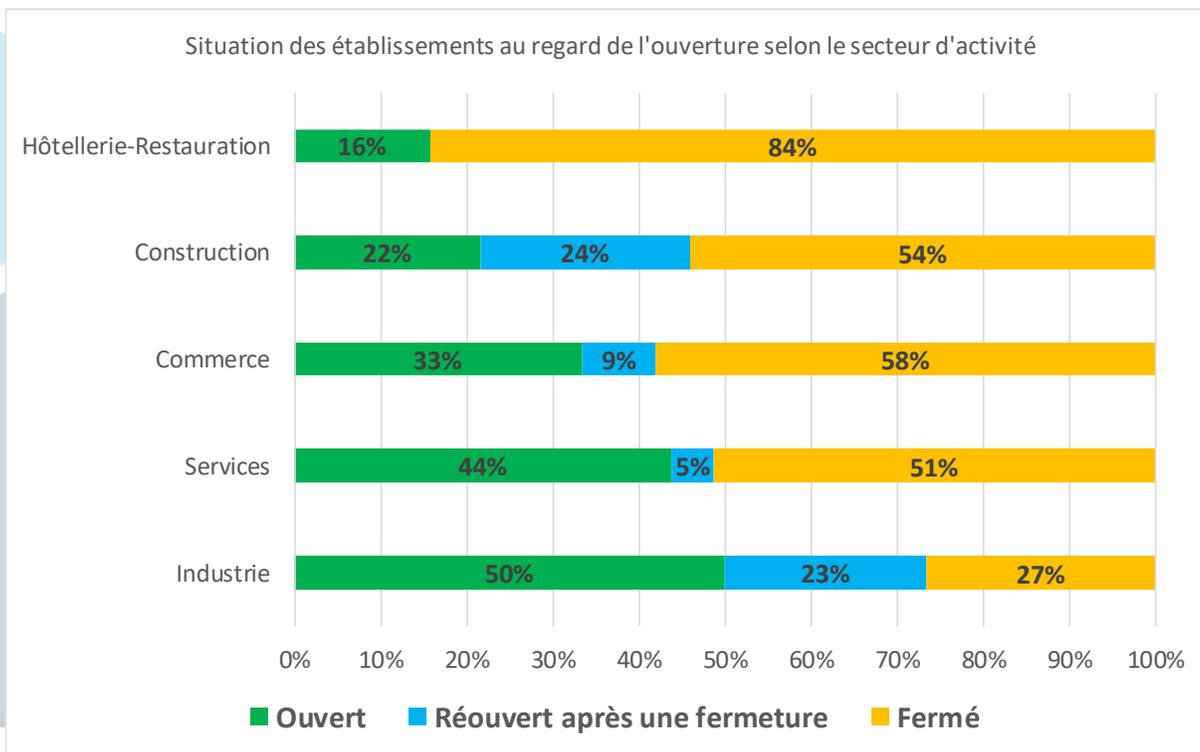
36 % sont ouverts.

Et 9 % des établissements du panel sont réouverts après une fermeture temporaire. Parmi eux, on retrouve en premier lieu des établissements du commerce de détail (principalement non alimentaire), de la construction et des services dans une moindre mesure.



Situation des entreprises

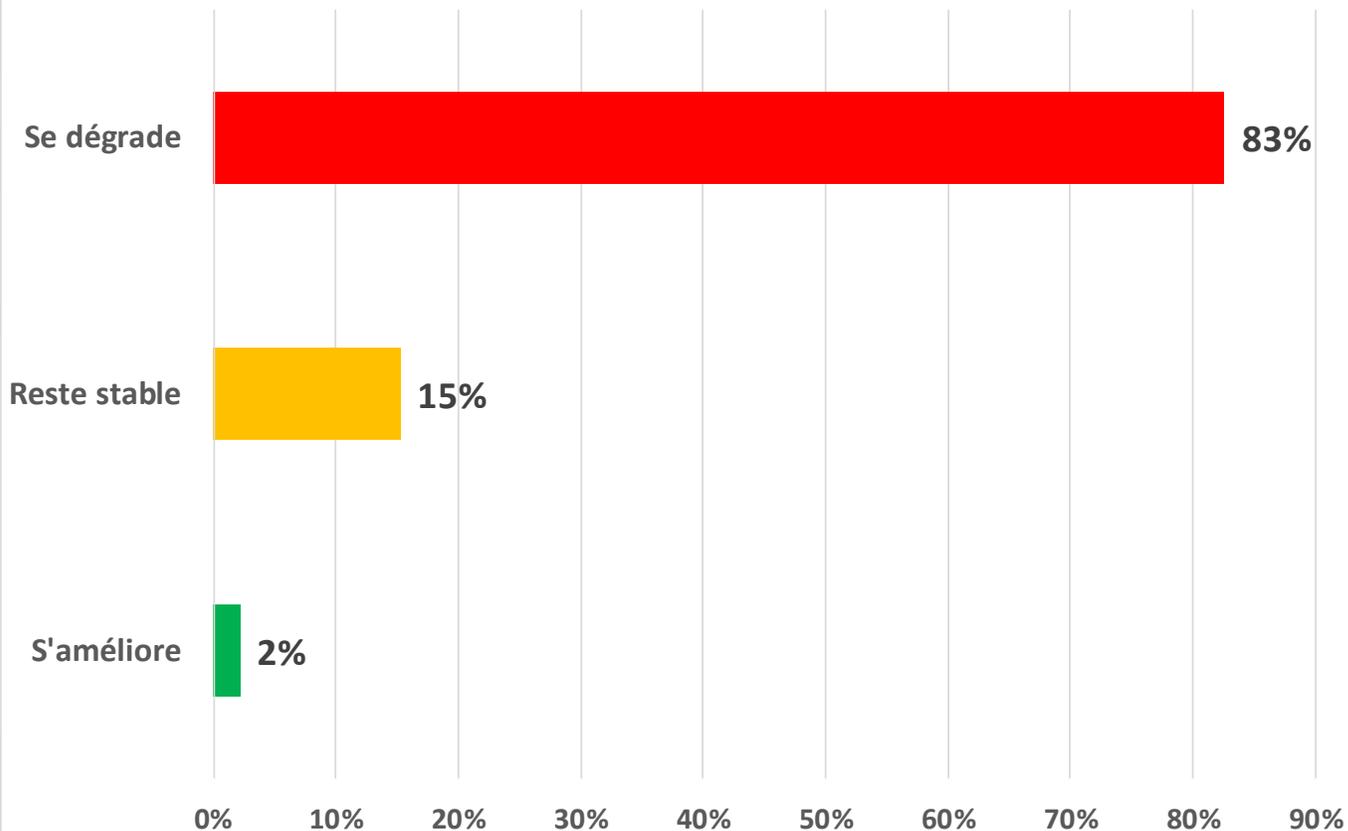
L'Hôtellerie-Restauration, le Commerce de détail non alimentaire particulièrement impacté.
Une corrélation manifeste entre l'effectif de l'établissement et sa situation au regard de l'ouverture





Depuis le 17 mars 2020, les dirigeants estiment massivement que la situation de leur établissement s'est dégradée

Depuis le 17 mars dernier, estimez-vous que la situation de votre entreprise



Lorsqu'ils évoquent l'évolution de la situation de leur établissement au moment de l'enquête (8 au 14 avril), **83 % des dirigeants indiquent qu'elle s'est dégradée au cours des 4 dernières semaines.**

Le commerce de détail non alimentaire ainsi que l'Hôtellerie-Restauration sont les secteurs pour lesquels ce sentiment de « dégradation » est le plus massivement exprimé (92 % des dirigeants de ces secteurs).

Dans l'agriculture et l'industrie, le sentiment d'évolution dégradée en 4 semaines n'est pas aussi marqué mais est exprimé par les 2/3 des dirigeants du panel de ces 2 secteurs d'activité. Dans la construction, secteur frappé immédiatement mi-mars par cette crise, la situation semble légèrement moins tendue qu'il y a 4 semaines.

Pour 15 %, la situation est restée stable. Cette dernière s'est améliorée pour 2 % des établissements du panel



Interrogation parmi les établissements ouverts

Impacts à l'import/export

Des difficultés à exporter comme à importer sont fortement exprimées par les entreprises ayant une activité à l'international du panel.

Comparaison faite avec la précédente enquête de mi-mars on observe une difficulté à exporter davantage exprimée aujourd'hui.

La difficulté à importer était déjà manifeste mi-mars.

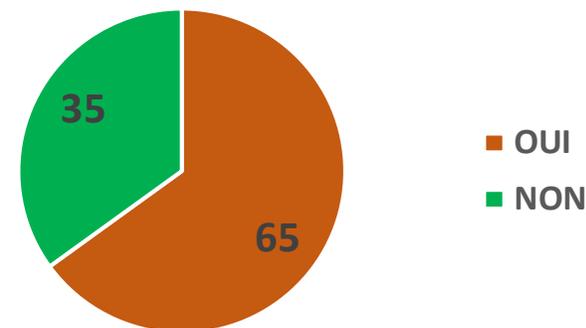
14 % des dirigeants du panel indiquent qu'ils sont exportateurs

Et 65 % d'entre eux déclarent avoir des difficultés à exporter au moment de l'enquête

19 % des dirigeants du panel indiquent qu'ils sont importateurs.

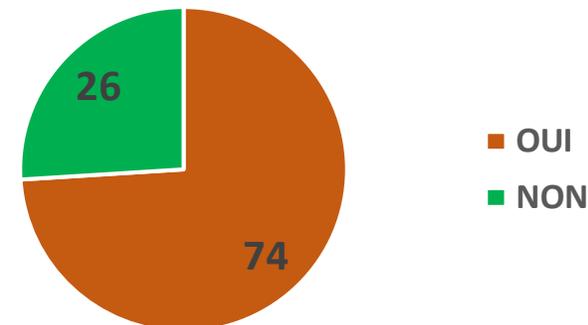
Et 74 % d'entre eux déclarent avoir des difficultés à importer au moment de l'enquête

Rencontrez-vous des difficultés à exporter ? (en %)



Source : CCI Charente,

Rencontrez-vous des difficultés à importer ? (en %)

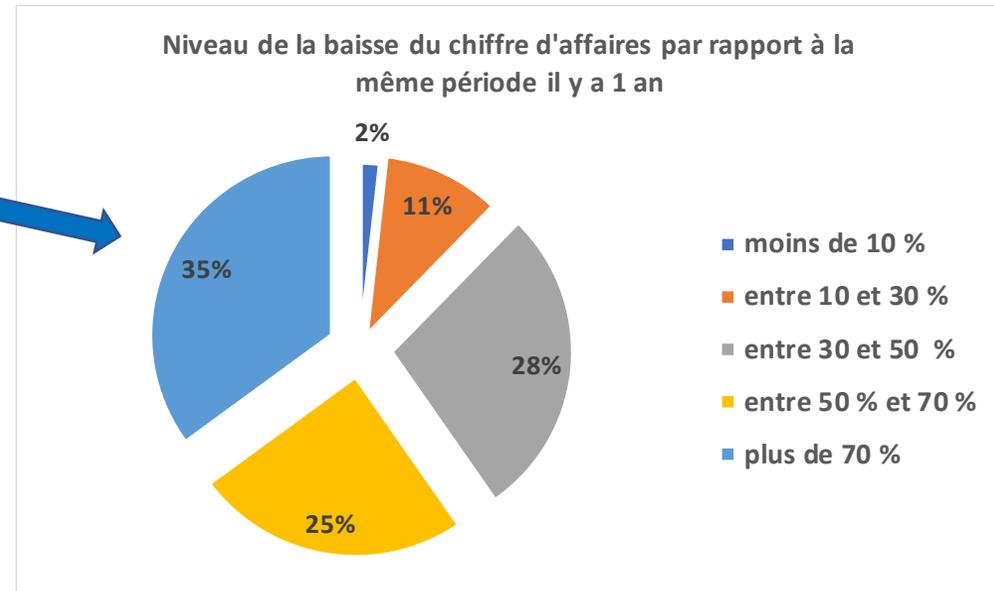


Source : CCI Charente,

Interrogation parmi les établissements ouverts et déclarant être fortement ou modérément impactés

Les principales difficultés rencontrées et exprimées : (plusieurs réponses possibles d'où un total > à 100 %)

- . Baisse de Chiffre d'Affaires (90 % des réponses exprimées),
- . Baisse de fréquentation (71 % des réponses exprimées),
- . Difficultés d'approvisionnement (45 % des réponses exprimées),
- . Difficultés pour payer les charges (30 % des réponses exprimées)



La baisse du chiffre d'affaires est généralisée. Elle est confirmée pour 93 % des établissements. Cette baisse est très importante. Pour 35 % des établissements est dépassé les 70 % de baisse de chiffre d'affaires.

Près d'un dirigeant sur 2 évoque des difficultés d'approvisionnement et des difficultés pour payer les charges

Les conséquences

Des horizons différents en ce qui concerne les conséquences exprimées par les dirigeants

Impact sur la trésorerie : conséquence la plus fréquemment citée,

Chômage partiel : conséquence la plus immédiate,

! L'illustration ci-dessous est réalisée pour les établissements du panel déclarant être impactés par cette conséquence (volume de réponses variable selon la nature de la conséquence).

Les conséquences de la crise liée à l'épidémie du Covid 19 les plus fréquemment citées sont :

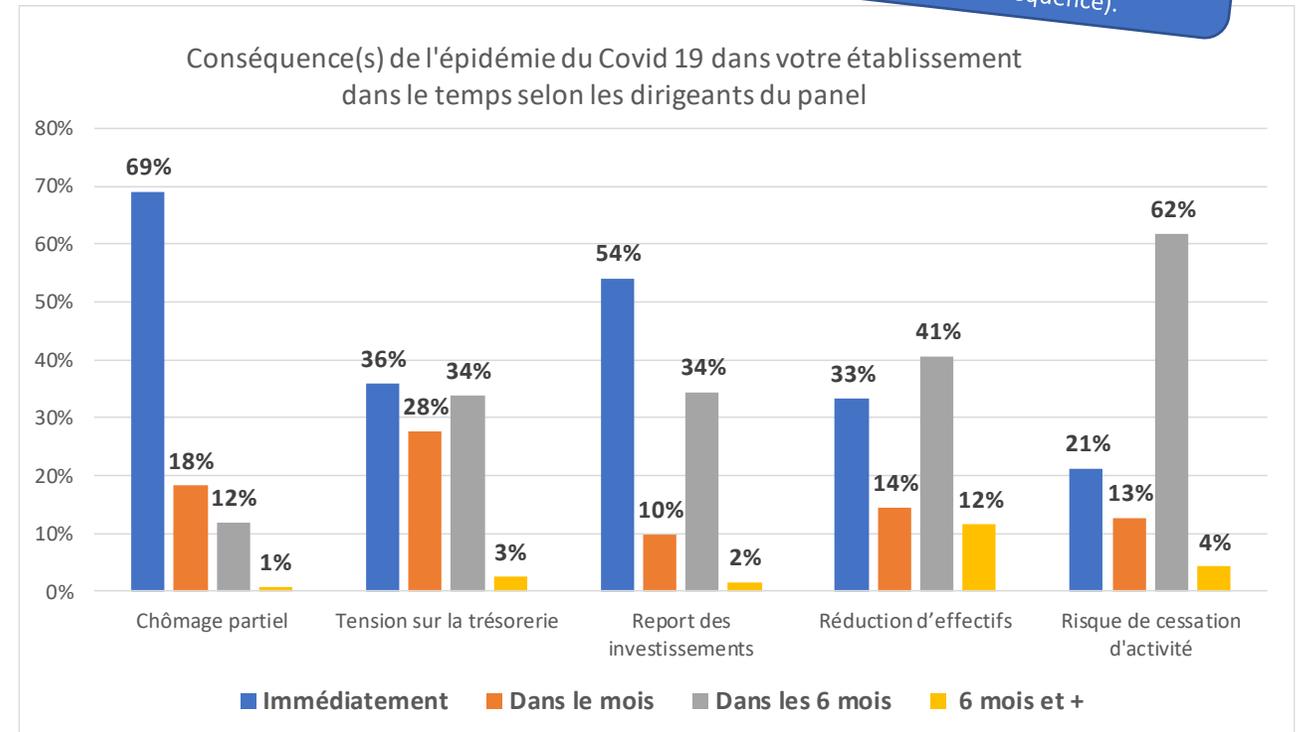
- . Impact sur la trésorerie,
- . Mise en place du chômage partiel,
- . Report sur les investissements,

Peu citée lors de l'enquête de mars 2020, la réduction des effectifs est une conséquence plus fréquemment citée dans cette enquête de mi-avril.

Les dirigeants du panel évoquent des horizons différents selon les conséquences qu'ils subissent ou pensent subir.

Le chômage partiel, la tension sur la trésorerie puis le report des investissements dans une moindre mesure sont les conséquences les plus immédiates.

La réduction des effectifs, le risque de cessation d'activité sont des conséquences annoncées plus fréquemment dans le semestre à venir.





CCI CHARENTE
ACTION

Les actions spécifiques mises en place en termes d'organisation :

82 % des dirigeants déclarent avoir mis en place des actions spécifiques,

1/ Protections, mesures sanitaires

(82 % de ceux ayant mis en place une ou plusieurs actions),

2/ Annulation de déplacement, salons,

(54 % de ceux ayant mis en place une ou plusieurs actions),

3/ Télétravail

(50 % de ceux ayant mis en place une ou plusieurs actions),

4/ Réorganisation des horaires

(49 % de ceux ayant mis en place une ou plusieurs actions),

5/ Mise en place d'un Plan de Continuité d'Activité

(28 % de ceux ayant mis en place une ou plusieurs actions),

6/ Réduction des effectifs

(27 % de ceux ayant mis en place une ou plusieurs actions),

Traduisant leur capacité d'adaptation et d'organisation, **82 % des dirigeants du panel déclarent avoir mis en place des actions spécifiques en termes d'organisation.**

. La mise en place de protections, mesures sanitaires est généralisée à présent pour être devenue la principale mesure déployée (82%),

. L'annulation de déplacements, salons, principale mesure citée il y a 4 semaines reste importante (54 %) mais moins fréquemment citée en cohérence avec l'annulation d'évènement, les nouveaux usages (télétravail en place dans 50 % des établissements du panel).

. **Le recours au télétravail et au PCA (Plan de continuité d'activité) tend à progresser avec l'effectif de l'établissement**

Les PME ont davantage déployé le télétravail et mis en place des PCA que les plus petites structures.

Néanmoins, le télétravail a été massivement déployé très fortement dans les services

. La réduction des effectifs est en progression significative par rapport aux actions citées il y a 4 semaines

Avis des dirigeants vers les principaux dispositifs (non exhaustif)

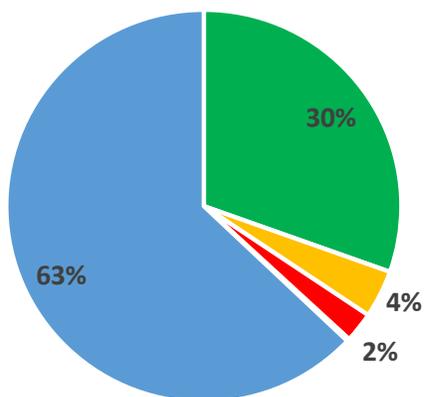
Nature du dispositif	% de dirigeants déclarant avoir facilement obtenu/eu accès au formulaire, plateforme à utiliser pour bénéficier du dispositif
Chômage partiel	57 % déclarent avoir pu accéder facilement à la plateforme
Dispositifs de report de paiement des impôts	70 % déclarent avoir pu accéder facilement aux informations recherchées
Dispositifs fonds de solidarité	92 % déclarent avoir pu accéder facilement au formulaire



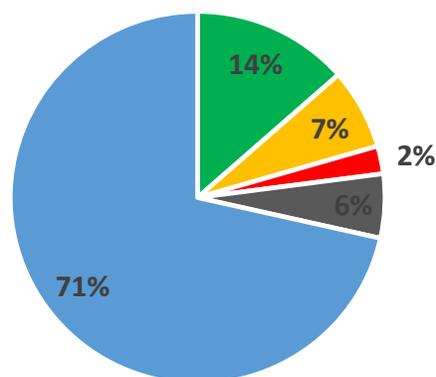
Les relations avec les banques

Recours/Mobilisation vers les dispositifs suivants :

Le report de crédit bancaire

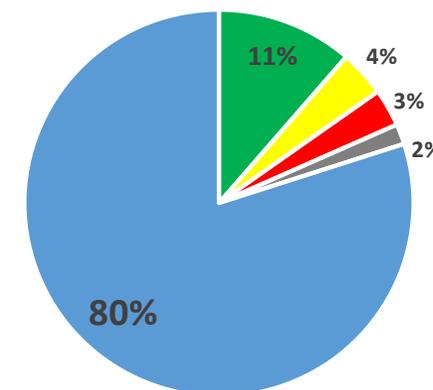


La demande d'un Prêt Garanti par l'Etat (PGE)



- OUI, demande acceptée
- OUI, mais avec des difficultés
- OUI, mais demande refusée
- Demande en cours de traitement
- NON

Le maintien ou une demande de crédit bancaire de soutien à la trésorerie



Niveau de trésorerie

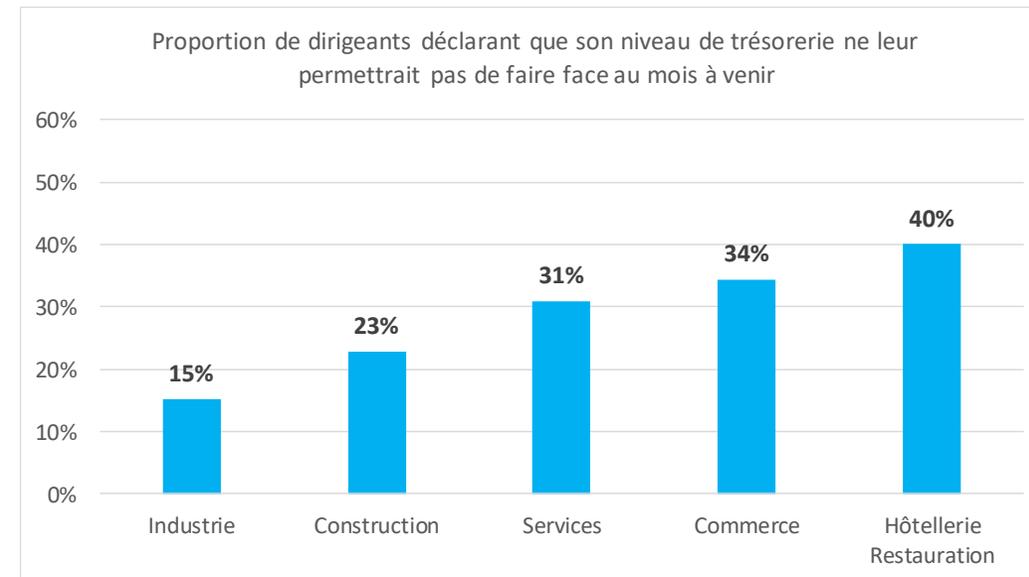
. Pour 31 % des dirigeants du panel, leur niveau de trésorerie actuel ne leur permettrait pas de faire face pour le mois à venir,

Et

. 60 % déclarent que leur niveau de trésorerie ne leur permettra pas de redémarrer dans de bonnes conditions

Un tiers des dirigeants déclarent que leur niveau de trésorerie actuel ne leur permettra pas de faire face pour le mois à venir.

Une proportion qui est plus importante pour les établissements les plus « petits » (0 salarié, 1 à 4 salariés). Cette proportion est plus élevée dans les secteurs du commerce de détail non alimentaire et de l'hôtellerie-restauration.



source : Enquête CCI Charente

Informations sur les dispositifs mis en place

77 % des dirigeants du panel déclarent être assez bien informés sur les dispositifs mis en place pour faire face à la crise

Les principaux besoins en accompagnement exprimés

- . 1 . Analyser votre situation financière et étudier des solutions possibles**
- . 2 . Vous conseiller sur la prise de décision**
- . 3 . Vous accompagner dans la partie administrative des démarches**



CCI CHARENTE
ACTION

Crise covid 19

Impact de l'épidémie du Covid 19 dans les entreprises charentaises

Les conseillers CCI à votre disposition :

crisecovid19@charente.cci.fr

Les principales mesures, les documents utiles :

<https://www.charente.cci.fr/actualite/covid-19-documents-utiles-2>

L'enquête sur l'impact de l'épidémie du Covid19 sur les entreprises :

fcharpentier@charente.cci.fr